

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 5 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société STEG

190 Bis, route de Pontoise
BP 80212
95106 Argenteuil

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement STEG implanté 190 bis, ROUTE DE PONTOISE 95100 Argenteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEG
- 190 bis, ROUTE DE PONTOISE 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505365
- Régime : Autorisation, Non Seveso, IED

La société STEG accueille un atelier de traitement de surface de pièces métalliques destinées au secteur aéronautique et spatial. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 1982.

Depuis 1995 une installation « zéro rejets » a été mise en place permettant le recyclage de l'eau vers les rinçages chromiques et des concentrats de chrome vers les bains de traitement.

Un incendie est survenu le 1^{er} octobre 2010 détruisant environ 20 % du bâtiment de la société STEG. Pour éviter un nouveau risque d'incendie lié à la chauffe sur les bains de traitement, la société STEG a supprimé tous les systèmes électriques de chauffe sur les bains de traitement et a fait installer une nouvelle chaudière plus puissante (250kW) permettant de chauffer les bains grâce à un circuit et des serpentins passant dans les bains.

La précédente visite d'inspection a eu lieu le 7 juin 2021.

L'objet de cette visite était de vérifier les suites données aux observations émises lors de la précédente visite d'Inspection et de dédier des points contrôles à la prévention et à la lutte contre le risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Installations électriques – contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etat des stocks et plan de stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
2	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
8	FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31.1.a), 31.5 Annexe II – 1.3, 37.5.a) 37.5.a)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que 3 des 9 points de contrôle réalisés concluent à des non-conformités et que d'autres points appellent de notre part des observations. Nous proposons une lettre de suite préfectorale exigeant une mise en conformité sous un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks et plan de stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30 juin 2006 et arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2007
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et plan de stockages
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12 :</u> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. <u>Titre 3, article 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2007 – Connaissance et étiquetage des produits :</u> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. <u>Titre 3, article 1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2007 – Plan des stockages :</u> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Constats : L'état des stocks et le plan des stockages qui nous ont été fournis étaient accessibles sur les postes de travail informatique de l'entreprise. L'état des stocks était également affiché sur la porte d'entrée du local de stockage. L'exploitant nous a indiqué que ces documents ne sont pas accessibles à distance En cas d'incident ou d'accident accompagné d'une impossibilité d'accès aux postes informatiques (coupure électrique...), l'état des stocks et les plans des stockages seraient eux aussi inaccessibles. Observation n°1 : Une bonne pratique consisterait à rendre accessible en toutes circonstances et/ou à distance l'état des stocks et le plan des stockages. Pour ce faire, ces documents peuvent être mis à dispositions sur un serveur indépendant ou il peut par exemple être mis en place une boîte d'information à destination des secours (plans + stocks). Lors de cette visite, nous avons constaté l'adéquation du plan de stockage de la société STEG avec les zones de stockage. L'inspection a comparé par sondage l'état des stocks fourni avec les stockages de quelques produits chimiques sur site. L'exploitant indique que l'état des stocks est actualisé tous les trimestres. Nous avons constaté la séparation des stockages afin d'écarter les risques d'interactions chimiques. Nous avons constaté que la présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Cette fiche d'inspection n'appelle pas de notre part de constat de non-conformité. Seule l'observation ci-dessus est formulée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation. Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de commandes manuelles de désenfumage à proximité de certains accès et que celle-ci sont accessibles. L'exploitant a indiqué que le désenfumage peut se déclencher automatiquement via une cartouche de gaz. Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 et arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 66-A :</u> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p><u>Titre 2 - Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 : installations électriques :</u></p> <p>... Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs ...</p> <p>Article 15 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 – Installations électriques et équipements métalliques</p> <p>Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Constats : Lors de la visite du 16 février 2018, nous avons constaté que le rapport de vérification annuelle des installations électriques de 2017 rédigé par BUREAU VERITAS mentionnait que la vérification n'avait été que partielle.</p> <p>Par visite du 7 juin 2021 et mail reçu le 2 novembre 2021, nous avons constaté que les Q18 datés du 2 octobre 2019, 7 septembre 2020 et 6 septembre 2021 révélaient également que les vérifications des installations électriques n'étaient que partielles.</p> <p>Le Q18 du 16 septembre 2022 présenté à l'occasion de la présente visite d'inspection et découlant du rapport BUREAU VERITAS n°784 62/4.16.P indique à nouveau une vérification partielle et conclut que l'installation « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » .</p> <p>L'exploitant nous a présenté l'attestation rédigée par la société RCDIS EXPANSION par laquelle cette dernière atteste, le 9 décembre 2022, avoir levé les réserves relatives au rapport BUREAU VERITAS n°784 62/4.16.P. Cette attestation permet de considérer que les risques d'incendie ou d'explosion ont été corrigés.</p> <p>Il persiste cependant le constat que les vérifications des installations électriques ne sont effectuées que partiellement. Il ne peut donc être garanti que l'ensemble du réseau électrique est correctement vérifié et entretenu. L'exploitant a indiqué à l'Inspection, par conversation téléphonique du 4 avril 2023 qu'il prendrait les dispositions nécessaires afin de corriger cette non-conformité.</p> <p>Non conformité n°1 : La vérification des installations électriques est incomplète depuis à minima les 5 dernières années. Il est demandé à la société STEG de remédier à cette non-conformité sous un délai de 1 mois.</p> <p>L'exploitant précise qu'il fait procéder régulièrement à la réalisation de contrôle par thermographie infrarouge selon la règle R19 de l'APSAD.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant indique que les dispositifs de détection de manque de liquide (sondes tripodes) sont vérifiés hebdomadairement et que ces dispositifs sont asservis aux aspirations et à la circulation d'eau chaude permettant la chauffe des bains ainsi. L'exploitant nous a présenté le registre de suivi hebdomadaire des dispositifs de détection de niveau bas des mois de janvier et février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée : Article 10 de l'arrêté Ministériel du 30/06/2006 : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 – Moyens de lutte contre l'incendie : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. En particulier, les dispositions suivantes devront être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer la défense extérieure contre l'incendie par deux poteaux de 100 mm normalisé (NFS 61-213), piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit d'au moins 2000 litres par minutes, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 mètres du bâtiment, accessible par les chemins praticables. • répartir judicieusement et en nombre suffisant des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques. <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats : Depuis la visite d'inspection du 13 octobre 2015, la société STEG Indique ne pas réussir à obtenir d'informations sur les caractéristiques des 2 poteaux incendie situés à proximité du site, ce qui avait conduit l'Inspection à demander à l'exploitant qu'il s'assure auprès des services compétents de la suffisance des débit et pression associés à ces poteaux incendie.</p> <p>Par courriel du 25 janvier 2016, la société STEG indiquait à l'inspection avoir tenu compte de cette remarque en interrogeant les pompiers.</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection du 7 juin 2021, l'exploitant indiquait ne toujours pas disposer des données relatives aux poteaux incendies. Il a été rappelé à l'exploitant l'importance de disposer de ces informations et de son rôle de rappel auprès des services compétents (Mairie, communauté de commune...) afin que ces derniers s'assurent de la fonctionnalité et de l'efficacité des appareils de défense extérieur contre l'incendie dont ils ont la responsabilité.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant nous a présenté un courrier du 12 octobre 2021 adressé à ce sujet aux services techniques de la Mairie d'Argenteuil. Ce courrier est resté sans réponse selon la société STEG.</p> <p>Observation n°2 : L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie respectent les caractéristiques requises par le Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007.</p> <p>L'attestation Q4 relative au contrôle des extincteurs et datée du 2 mai 2022 précise que l'installation est maintenue en fonctionnement conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</p> <p>L'Installation ne dispose pas de RIA.</p> <p>Nous avons pu constater que l'exploitant n'a pas procédé à la vérification annuelle du système de désenfumage depuis 2021. Par courriel du 15 mars 2023, l'exploitant a pu justifier que les installations de désenfumage seront vérifiées le 5 avril 2023.</p> <p>Observation n°3 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport consécutif à la vérification du système de désenfumage prévue le 5 avril 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : ... Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none">- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16.
Constats : Nous avons pu constater que l'exploitant dispose des consignes d'exploitation / procédures écrites de vérification des installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- procédure pour remise en marche de l'installation après arrêt prolongé ;- procédure de déstockage des produits toxiques (notamment le cyanure) ;- procédure de vérification des systèmes automatiques de détection (flotteurs ou sonde dans bains chauffant par ex.). <p>Il n'y a pas de procédure de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte car le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé de manière passive, c'est-à-dire sans qu'il ne soit requis une action humaine pour sa mise en œuvre.</p> <p>Nous constatons que le respect des prescriptions examinées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : L'exploitant n'a pu fournir le schéma des réseaux et le plan des égouts de l'établissement. <p>Par courriel du 28 mars 2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un devis concernant le repérage et plans des réseaux d'eaux en indiquant avoir passé commande ce même jour.</p> <p>Non conformité n°2 : La société STEG ne dispose pas d'un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts. Il est demandé à la société STEG de remédier à cette non-conformité sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31.1.a), 31.5 Annexe II – 1.3, 37.5.a) 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 31.1.a)</u> Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008.</p> <p><u>Article 31.5</u> La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p> <p><u>Annexe II – Article 1.3</u> Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.</p> <p><u>Article 37.5.a)</u> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>Constats : L'inspection a demandé à consulter la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de l'acide sulfurique 96%. L'exploitant a rapidement pu fournir cette FDS.</p> <p>Nous avons pu constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la FDS fournie est bien rédigée en français et indique les coordonnées du fournisseur du produit. - les conditions de stockage sont cohérentes avec les éléments recommandés sur la FDS du produit. - les moyens de précautions pour la protection de l'environnement et d'extinction à disposition sur site sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. - les méthodes et matériels de confinement et de nettoyage à disposition sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. <p>En conclusion, les prescriptions ci-dessus contrôlées sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 à 20

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

Article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.

Article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance...

Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats : Le rapport d'Inspection du 29 octobre 2021 consécutif à la visite d'Inspection du 7 juin 2021 mentionnait que l'Analyse Risque Foudre (ARF) rédigée le 5 novembre 2012 par BUREAU VERITAS mentionnait que « *au vu des hypothèses retenues, des protections secondaires de niveau II seront nécessaires sur certaines lignes (Ex : ligne de surveillance de centrale incendie et moteur d'extraction de fumée, ligne d'alimentation des capteurs de niveau). En outre une équipotentialité devra être réalisée entre les canalisations métalliques de fluides (Ex :RIA) et la prise de terre. La localisation des liaisons équipotentielle doit être reportée sur un plan. L'ARF indique également qu'une procédure interdisant les opérations dangereuses durant les périodes orageuses doit être mise en place (travaux extérieurs, travaux sur les réseaux courants forts ou courants faibles).* ».

Une non-conformité avait par conséquent été constatée par l'Inspection pour défaut de prise en compte de prise en compte es conclusion de l'ARF par l'exploitant.

Lors de la présente visite d'inspection, nous avons constaté qu'aucune suite n'avait été donnée à cette non-conformité. L'exploitant nous a indiqué ne pas avoir compris que des suites étaient nécessaires car la rédaction des conclusions du rapport BUREAU VERITAS précité ne lui permettant pas de déterminer la suite à adopter. Par conséquent il nous a indiqué souhaiter procéder à une nouvelle ARF.

Par courriel du 4 avril 2023, la société STEG a transmis à l'Inspection un contrat récemment signé pour la réalisation d'une nouvelle ARF par BUREAU VERITAS.

Non conformité n°4 : L'ARF mentionne des mesures et travaux à mener qui n'ont pas été pris en compte par l'exploitant. Il est demandé à la société STEG de transmettre à l'Inspection la nouvelle ARF sous un délai de 2 mois. Le cas échéant où l'ARF conclut à la nécessité d'une étude technique, il est demandé la transmission de l'étude technique sous un délai de 3 mois et la justification de la réalisation des travaux préconisés sous un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale